

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

Publications prescrites par l'article 770
du Code civil

[2002/54054]

Succession en déshérence de Staelens, Daniël

Staelens, Daniël Jozef Gabriël, veuf de De Rocker, Mariette, né à Evergem le 9 juin 1929, médecin retraité, domicilié à 9000 Gand, Pieter Cieterslaan 6, est décédé à Gand le 12 septembre 2000, sans laisser de successeurs connus.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Gand a, par ordonnance du 19 septembre 2002, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Gand, le 8 octobre 2002.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
Mme M. Robeys

(54054)

[2003/54092]

Succession en déshérence de Braibant, Jacqueline

Mlle Braibant, Jacqueline Paule Julia Josèphe, née à Huy le 8 avril 1941, célibataire, domiciliée à Huy, rue Poyoux-Sarts 29, est décédée à Huy le 7 mai 2002, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Huy a, par ordonnance du 13 décembre 2002, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Liège, le 7 janvier 2003.

Le directeur régional de l'enregistrement,
J.-Y. Lixon.

(54092)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek

[2002/54054]

Erfloze nalatenschap van Staelens, Daniël

Staelens, Daniël Jozef Gabriël, weduwnaar van Mevr. De Rocker, Mariette, geboren te Evergem op 9 juni 1929, in leven geneesheer op rust, laatst gehuisvest te 9000 Gent, Pieter Cieterslaan 6, is overleden te Gent op 12 september 2002, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Gent, bij beschikking van 19 september 2002, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Gent, 8 oktober 2002.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
Mevr. M. Robeys.

(54054)

[2003/54092]

Erfloze nalatenschap van Braibant, Jacqueline

Mej. Braibant, Jacqueline Paule Julia Josèphe, geboren te Hoei op 8 april 1941, ongehuwd, wonende te Hoei, rue Poyoux-Sarts 29, is overleden te Hoei op 7 mei 2002, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Hoei, bij beschikking van 13 december 2002, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Luik, 7 januari 2003.

De gewestelijke directeur der registratie,
J.-Y. Lixon.

(54092)

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2003/00256]

Circulaire du 3 avril 2003 complémentaire à la circulaire du 1^{er} juillet 2002 portant modification et coordination de la circulaire du 6 juin 1962 portant instructions générales relatives aux certificats de bonnes conduite, vie et mœurs

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Madame le Gouverneur, Monsieur le Gouverneur,

Madame le Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre,

Introduction

La circulaire du 21 février 2003 (*Moniteur belge* du 4 mars 2003) se donnait pour objet de rencontrer les interrogations qui avaient surgi à propos de la circulaire du 1^{er} juillet 2002 en tant qu'elle prévoit un avis motivé du chef de corps, spécialement lorsqu'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs est demandé en vue de l'exercice d'une activité relevant de l'encadrement de mineurs (certificats du modèle 2).

Cette circulaire du 21 février 2003 se voulait toutefois limitée dans le temps dès lors qu'elle annonçait une circulaire complémentaire à celle du 1^{er} juillet 2002 destinée à clarifier la situation sur le plan de la formulation de l'avis motivé.

La période provisoire annoncée par la circulaire du 21 février 2003 est à présent close, du moment où les instructions qu'elle contenait sont désormais incorporées dans la présente circulaire.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2003/00256]

Aanvullende omzendbrief van 3 april 2003 bij de omzendbrief van 1 juli 2002 tot wijziging en coördinatie van de omzendbrief van 6 juni 1962 houdende de algemene onderrichtingen betreffende de getuigschriften van goed zedelijk gedrag

Aan de dames en heren Provinciegouverneurs,

Aan de dames en heren Burgemeesters,

Mevrouw de Gouverneur, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw de Burgemeester, Mijnheer de Burgemeester,

Inleiding

De omzendbrief van 21 februari 2003 (*Belgisch Staatsblad* van 4 maart 2003) had tot doel de vragen te beantwoorden die gerezen zijn bij de omzendbrief van 1 juli 2002 inzake het gemotiveerd advies van de korpschef, meer in het bijzonder wanneer een getuigschrift van goed zedelijk gedrag gevraagd wordt met het oog op de uitoefening van een activiteit die onder begeleiding van minderjarigen valt (getuigschriften van model 2).

Deze omzendbrief van 21 februari 2003 was echter beperkt in de tijd, aangezien hij een aanvullende omzendbrief bij die van 1 juli 2002 aankondigde, teneinde de situatie te verduidelijken in verband met de formulering van het gemotiveerd advies.

De voorlopige periode aangekondigd in de omzendbrief van 21 februari 2003 is nu geëindigd, daar de onderrichtingen die hij voorzorg, voortaan in onderhavige omzendbrief opgenomen worden.

La présente circulaire complémentaire a pour objet, d'une part, de préciser les modalités selon lesquelles l'avis motivé du chef de corps ou de l'officier de police délégué doit être émis, lorsque cet avis est obligatoirement requis (ce qui est le cas pour les certificats de bonnes conduite, vie et mœurs du modèle 2); et, d'autre part, d'objectiver la conduite des enquêtes de moralité qui précèdent cet avis motivé, lorsqu'une telle enquête est estimée nécessaire par le chef de corps.

L'occasion a en outre été saisie d'apporter des précisions au sujet des règles d'effacement et de non mention des condamnations sur les certificats de bonnes conduite, vie et mœurs, d'une part, et d'adapter les mentions relatives aux condamnations assorties du sursis, d'autre part.

Enfin, après avoir reproduit le texte introductif de la circulaire du 1^{er} juillet 2001 moyennant certaines adaptations, la présente circulaire se termine, pour la clarté, par une version coordonnée.

1. Avis motivé du chef de corps

Lors de l'émission de l'avis motivé, il y a lieu d'agir comme suit.

a) Le chef de corps ou l'officier de police délégué consulte les informations judiciaires (casier judiciaire) et les informations policières (banques de données de la police fédérale et de la police locale) et demande l'avis de l'agent de quartier. Ceci constitue ce que l'on appelle « l'enquête sans déplacement » (pas d'enquête de moralité).

Si ces trois sources d'information comportent des informations significatives au sujet de faits dans lesquels des mineurs sont impliqués et suffisent pour émettre un avis négatif, un avis négatif sera émis par le chef de corps ou par l'officier de police délégué, sans procéder à une enquête sur place.

b) Si ces trois sources d'information ne donnent aucune indication ou ne comportent aucune information significative au sujet de faits dans lesquels des mineurs sont impliqués, il n'y a aucune raison de procéder à une enquête de moralité et un avis positif est émis. Cet avis est donc également émis après une « enquête sans déplacement » (pas d'enquête de moralité).

c) Si, après la consultation de ces trois sources d'information, un doute fondé subsiste, il peut être envisagé de procéder à une enquête de moralité.

Les enquêtes de moralité ne peuvent en aucun cas avoir lieu systématiquement; elles ne peuvent donc pas avoir lieu dans les cas énoncés ci-dessus sous a) et b).

Cela signifie que l'enquête de moralité ne peut être effectuée qu'à titre exceptionnel et ne peut être utilisée qu'en dernier recours, lorsque l'information obtenue après l'enquête sans déplacement est à ce point contradictoire qu'une enquête de moralité s'avère nécessaire.

Lorsque, dans des cas exceptionnels, il est procédé à une enquête de moralité, le chef de corps ou l'officier de police délégué n'interroge, dans la mesure du possible, que l'intéressé demandeur du certificat, sans interroger son entourage.

Il veillera en outre à limiter l'objet de ses questions au seul but qui est le leur et veillera tout particulièrement à respecter la vie privée des personnes.

La police locale est la mieux placée pour émettre un avis motivé au sujet de l'intéressé; elle est la plus proche des habitants de la commune et elle les connaît le mieux.

Il n'appartient pas à l'autorité fédérale de juger dans quel sens l'avis doit être donné dans des cas individuels. Chaque cas est, en effet, d'espèce.

Par suite, il relève de la responsabilité de l'autorité locale de déterminer elle-même dans chaque dossier si la mention à apposer sur le certificat doit être favorable ou non et ce, dans le cadre de la démarche établie ci-dessus.

De huidige aanvullende omzendbrief heeft als doel, enerzijds de modaliteiten te preciseren volgens welke het gemotiveerd advies van de korpschef of van de gedelegeerde officier van politie moet worden uitgebracht, wanneer dit advies verplicht vereist is (wat het geval is voor de getuigschriften van goed zedelijk gedrag van model 2), en anderzijds het voeren van de moraliteitsonderzoeken die dit gemotiveerd advies voorafgaan, te objectiveren, wanneer dergelijk onderzoek door de korpschef noodzakelijk wordt geacht.

Bovendien werd van de gelegenheid gebruik gemaakt om enerzijds de regels van uitwissing en niet-vermelding van veroordelingen op de getuigschriften van goed zedelijk gedrag toe te lichten en anderzijds de vermeldingen inzake de veroordelingen met uitstel aan te passen.

Tenslotte na de weergave van de inleidende tekst van de omzendbrief van 1 juli 2001 mits enkele aanpassingen, wordt de huidige omzendbrief voor alle duidelijkheid beëindigd met een gecoördineerde versie.

1. Gemotiveerd advies van de korpschef

Bij het uitbrengen van het gemotiveerd advies dient op onderstaande wijze te worden gehandeld.

a) De korpschef of de door hem gedelegeerde officier van politie raadpleegt de gerechtelijke informatie (strafregister) en de politieke informatie (databanken van de federale en lokale politie) en vraagt het advies van de wijkagent. Dit is het zogenaamd « onderzoek zonder verplaatsing » (geen moraliteitsonderzoek).

Indien deze drie informatiebronnen betekenisvolle informatie bevatten voor feiten waarbij minderjarigen zijn betrokken en voldoende zijn om een negatief advies uit te brengen, wordt een negatief advies door de korpschef of de gedelegeerde officier van politie uitgebracht zonder verder onderzoek ter plaatse.

b) Indien deze drie informatiebronnen geen aanwijzingen of geen betekenisvolle informatie opleveren in verband met feiten waarbij minderjarigen betrokken zijn, is er geen enkele aanleiding om tot een moraliteitsonderzoek over te gaan en wordt een positief advies uitgebracht. Dit gebeurt eveneens na een zogenaamd « onderzoek zonder verplaatsing » (geen moraliteitsonderzoek).

c) Indien na raadpleging van deze drie informatiebronnen een gegronde twijfel blijft bestaan, kan een moraliteitsonderzoek overwogen worden.

De moraliteitsonderzoeken mogen in geen geval systematisch gevoerd worden, dus niet in de gevallen a) en b).

Dit betekent dat het moraliteitsonderzoek slechts uitzonderlijk en als laatste middel mag gebruikt worden, wanneer de verkregen informatie uit het onderzoek zonder verplaatsing zo tegenstrijdig is, dat een moraliteitsonderzoek noodzakelijk wordt.

Wanneer in uitzonderlijke gevallen toch een moraliteitsonderzoek gevoerd wordt, zal de korpschef of de gedelegeerde officier in de mate van het mogelijke slechts de aanvrager van het getuigschrift ondervragen zonder zijn omgeving te ondervragen.

Hij zal bovendien het onderwerp van zijn vragen beperken tot het enige doel dat ze voor ogen hebben en er in het bijzonder op toezien dat het privéleven van de personen gerespecteerd wordt.

Het is de lokale politie die het best geplaatst is om een gemotiveerd advies over de betrokkene te geven, daar zij het dichtst bij de inwoners van de gemeente staat en zij hen het beste kent.

Het komt de federale overheid niet toe om te oordelen welk advies dient te worden uitgebracht in individuele gevallen. Elk geval dient ook afzonderlijk beschouwd te worden.

Bijgevolg blijft het de verantwoordelijkheid van de lokale overheid om zelf in elk dossier te bepalen of de vermelding gunstig of ongunstig op het getuigschrift moet worden vermeld en dit binnen het hierboven geschetste kader.

Ce cadre, établi lorsqu'un avis motivé doit être émis pour un certificat du modèle 2, vaut bien entendu également lorsqu'il est envisagé d'émettre un avis motivé lors de la délivrance d'un certificat du modèle 1.

Dans cette dernière hypothèse, il va de soi que les faits doivent être appréciés indépendamment de toute activité qui relève de l'encadrement des mineurs.

2. Les règles de non mention des condamnations sur les certificats de bonnes conduite, vie et mœurs.

Depuis l'entrée en vigueur de la circulaire du 1^{er} juillet 2002, le Service public fédéral Justice a établi un tableau détaillé au sujet des règles de non mention des condamnations sur les certificats de bonnes conduite, vie et mœurs.

Il est opportun de joindre ces annexes à la présente version coordonnée :

1° Tableau de synthèse des règles d'effacement et de non mention des condamnations sur les certificats de bonnes conduite, vie et mœurs;

2° Liste détaillée des condamnations : liste A.

3. Les condamnations assorties du sursis.

Ensuite de l'avis du Service public fédéral Justice, les mentions relatives aux condamnations assorties du sursis (« condamnations conditionnelles ») sont adaptées.

Les mots « condamnation conditionnelle » sont remplacés par les mots « condamnation assortie du sursis ».

Les condamnations assorties du sursis doivent être mentionnées, indépendamment de l'expiration ou non du délai de sursis, après application des règles d'effacement et de non mention figurant aux points V et VI de la circulaire coordonnée.

Par conséquent, la note de bas de page n° 7 des modèles 1 et 2 est modifiée comme suit :

« Les règles de mention des condamnations figurent aux points V et VI de la circulaire du 3 avril 2003 (*Moniteur belge* 15 avril 2003). »

*
* *

La loi du 8 août 1997 relative au casier judiciaire central a été publiée au *Moniteur belge* du 24 août 2001.

Cette loi a été commentée par le Ministre de la Justice par la circulaire du 30 août 2001 relative au Casier judiciaire central (*Moniteur belge* du 14 septembre 2001).

En attendant l'entrée en vigueur des articles 9 et 10 de la loi, les administrations communales continuent à délivrer des certificats de bonnes conduite, vie et mœurs.

Il m'a dès lors paru opportun d'aligner dès à présent la délivrance de ces certificats sur les extraits de casier judiciaire qui seront délivrés par les administrations communales en exécution des articles 9 et 10 de la loi du 8 août 1997 dès l'entrée en vigueur de ces dispositions.

Il ressort de ces nouvelles dispositions que lors de la délivrance des extraits de casier judiciaire, il n'y aura plus lieu d'effectuer une distinction selon la qualité du destinataire du document. Peu importe que cet extrait doive être délivré à une administration publique ou à un particulier.

Par contre, une distinction sera établie selon la finalité du document : les mentions que porteront les extraits de casier judiciaire seront désormais différentes selon que l'extrait est demandé pour exercer une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs ou pour exercer une autre activité.

Deux nouveaux modèles de certificats de bonnes conduite, vie et mœurs figurent en annexe à la présente circulaire.

Uiteraard geldt dit kader, waarbij het gemotiveerd advies wordt verstrekt voor het getuigschrift van het model 2, eveneens wanneer overwogen wordt om een gemotiveerd advies te geven bij een getuigschrift van het model 1.

Wel dient in dit laatste geval de beoordeling van de feiten los te worden gezien van een activiteit die onder de begeleiding van minderjarigen valt.

2. De regels van niet-vermelding van veroordelingen op de getuigschriften van goed zedelijk gedrag.

Sedert de inwerkingtreding van de omzendbrief van 1 juli 2002 is door de Federale Overheidsdienst Justitie een gedetailleerde tabel uitgewerkt inzake de regels van niet-vermelding van veroordelingen op het getuigschrift van goed zedelijk gedrag.

Het is dan ook aangewezen deze bijlagen op te nemen in de huidige gecoördineerde versie :

1° Samenvattende tabel met de regels van uitwissing en niet-vermelding van veroordelingen op de getuigschriften van goed zedelijk gedrag;

2° Gedetailleerde lijst met veroordelingen : lijst A.

3. Veroordelingen met uitstel.

Ingevolge het advies van de Federale Overheidsdienst Justitie worden de vermeldingen inzake de veroordelingen met uitstel (« voorwaardelijke veroordelingen ») aangepast.

De woorden « voorwaardelijke veroordeling » worden vervangen door de woorden « veroordeling met uitstel ».

De veroordelingen met uitstel moeten vermeld worden, ongeacht of de uitsteltermijn al dan niet verstreken is, na toepassing van de regels van uitwissing en niet-vermelding bepaald onder punten V en VI van de gecoördineerde omzendbrief.

Bijgevolg wordt voetnota 7 van modellen 1 en 2 als volgt aangepast :

« De regels van vermelding van de veroordelingen worden bepaald onder punten V en VI van de omzendbrief van 3 april 2003 (*Belgisch Staatsblad* 15 april 2003). »

*
* *

De wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafreger is in het *Belgisch Staatsblad* van 24 augustus 2001 bekendgemaakt.

Deze wet werd toegelicht door de Minister van Justitie bij de omzendbrief van 30 augustus 2001 betreffende het Centraal Strafreger (*Belgisch Staatsblad* van 14 september 2001).

In afwachting van de invoeging van de artikelen 9 en 10 van de wet, blijven de gemeentebesturen getuigschriften van goed zedelijk gedrag afleveren.

Het lijkt mij derhalve gepast om van nu af aan de afgifte van getuigschriften van goed zedelijk gedrag in overeenstemming te brengen met de uittreksels uit het Centraal Strafreger die door de gemeentebesturen in uitvoering van de artikelen 9 en 10 van de wet van 8 augustus 1997 zullen afgeleverd worden, zodra deze bepalingen in werking treden.

Uit deze nieuwe bepalingen vloeit voort dat bij de afgifte van de uittreksels uit het strafregister geen onderscheid meer zal gemaakt worden naar gelang van de hoedanigheid van de bestemming van dit document. Bijgevolg is het van geen belang meer dat een uittreksel voor een openbaar bestuur of voor een particulier bestemd is.

De vermeldingen die op de uittreksels uit het strafregister dienen vermeld te worden zullen echter voortaan verschillen naargelang het uittreksel gevraagd wordt voor de uitoefening van een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kindbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt of voor de uitoefening van een andere activiteit.

Twee nieuwe modellen van getuigschriften van goed zedelijk gedrag worden in bijlage aan deze omzendbrief gevoegd.

Dans l'attente de l'arrêté royal exécutant les articles 9 et 10 de la loi du 8 août 1997, il convient donc d'adapter la circulaire du 6 juin 1962 relative aux certificats de bonnes conduite, vie et mœurs.

Cette circulaire du 6 juin 1962, qui a été publiée au *Moniteur belge* du 4 juillet 1962, a été modifiée par les circulaires des 23 juin 1965, 20 juillet 1981, 8 décembre 1987, 12 janvier 1988, 15 avril 1988, 20 février 1989, 5 août 1991, 9 août 1995, 5 juillet 1996 et 16 février 1999.

En raison des nombreuses modifications apportées à la circulaire du 6 juin 1962 relative aux certificats de bonnes conduite, vie et mœurs, il a paru opportun d'établir une version coordonnée de la circulaire.

Les modifications portant sur le contenu de la circulaire du 6 juin 1962 peuvent être résumées comme suit.

1° Lors de la délivrance d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, il n'y a plus lieu d'opérer une distinction fondée sur la qualité du destinataire (administration publique ou particulier) du certificat de bonnes conduite, vie et mœurs.

Comme indiqué ci-dessus, les mentions du casier judiciaire devant figurer sur les certificats de bonnes conduite, vie et mœurs seront désormais différentes selon l'activité pour laquelle le certificat est demandé.

Il appartient à l'intéressé qui demande le certificat, d'indiquer à l'administration communale l'activité pour laquelle le certificat de bonnes conduite, vie et mœurs est demandé.

Le fonctionnaire communal compétent mentionne la déclaration faite par l'intéressé quant à l'activité sur le certificat.

Seul l'intéressé est responsable de la déclaration faite quant à l'activité pour laquelle le certificat est demandé. Le fonctionnaire compétent n'exerce aucun contrôle à ce sujet.

2° Actuellement, la réglementation prévoit qu'avant la délivrance du certificat de bonnes conduite, vie et mœurs par le bourgmestre ou les fonctionnaires statutaires nommément désignés chargés de la gestion du casier judiciaire, un avis motivé doit être donné par le chef de corps ou les officiers de police locale par lui délégués.

Cet avis motivé du chef de corps n'est désormais obligatoire que lors de la délivrance d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs demandé pour exercer une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs.

Au cas où le certificat est demandé pour exercer une autre activité, le chef de corps peut donner un avis motivé; celui-ci n'est en ce cas pas obligatoire. En cette hypothèse, l'autorité locale est libre d'apprécier la nécessité de donner l'avis motivé du chef de corps.

L'avis motivé n'est en aucun cas mentionné et il n'y est pas fait davantage référence dans le certificat.

La colonne « Observations » figurant sur les certificats de bonnes conduite, vie et mœurs permet à l'autorité habilitée à délivrer le certificat de donner son appréciation nuancée quant à la vie et aux mœurs de l'intéressé.

A cet égard, l'autorité locale peut tenir compte de tous les éléments de fait possibles lui permettant d'émettre un jugement exact concernant la conduite générale et les mœurs de la personne concernée.

3° Dans l'attente de l'exécution des articles 9 et 10 de la loi du 8 août 1997 relative au casier judiciaire central et dans l'attente de la liaison informatisée entre les communes et le casier judiciaire central, les administrations communales vérifieront manuellement si l'intéressé qui demande le certificat a fait l'objet de condamnations qui doivent être mentionnées sur ledit certificat.

En cas de doute quant à la question de savoir si une condamnation encourue par l'intéressé doit être mentionnée sur le certificat ou non, le fonctionnaire communal prend l'avis du chef de corps de la police locale ou de l'un des officiers de police délégué par lui. La décision finale à ce sujet doit être prise, le cas échéant, par le Procureur du Roi ou ses substituts près le tribunal de première instance.

4° La conversion des amendes de francs belges en euro est effectuée conformément à la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution (*Moniteur belge* du 29 juillet 2000; voir aussi www.just.fgov.be, rubrique euro).

In afwachting van de uitvoering bij koninklijk besluit van de artikelen 9 en 10 van de wet van 8 augustus 1997 dient de omzendbrief van 6 juni 1962 betreffende de getuigschriften van goed zedelijk gedrag dus aangepast te worden.

Deze omzendbrief van 6 juni 1962, die is gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 4 juli 1962, is gewijzigd bij de omzendbrieven van 23 juni 1965, 20 juli 1981, 8 december 1987, 12 januari 1988, 15 april 1988, 20 februari 1989, 5 augustus 1991, 9 augustus 1995, 5 juli 1996 en 16 februari 1999.

Gelet op de talrijke wijzigingen die in de omzendbrief van 6 juni 1962 betreffende de getuigschriften van goed zedelijk gedrag aangebracht werden, leek het opportuun een gecoördineerde versie van deze omzendbrief op te maken.

De inhoudelijke wijzigingen aan de omzendbrief van 6 juni 1962 kunnen op onderstaande wijze worden samengevat.

1° Bij de aflevering van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dient geen onderscheid meer gemaakt te worden naar gelang van de hoedanigheid van de bestemmeling (openbaar bestuur of particulier) van het getuigschrift van goed zedelijk gedrag.

Zoals hierboven reeds gesteld, zullen de vermeldingen uit het strafregister op de getuigschriften van goed zedelijk gedrag vanaf heden verschillen naar gelang van de soort activiteit waarvoor een getuigschrift wordt aangevraagd.

Het is aan de belanghebbende, die het getuigschrift aanvraagt, om aan het gemeentebestuur mede te delen voor welke activiteit het getuigschrift van goed zedelijk gedrag is vereist.

De bevoegde ambtenaar van de gemeente vermeldt de opgegeven verklaring van de activiteit op het getuigschrift.

Enkel de belanghebbende is verantwoordelijk voor de opgegeven verklaring van de soort activiteit. De bevoegde ambtenaar hoeft hieromtrent geen controle uit te oefenen.

2° Momenteel voorziet de reglementering dat vóór de afgifte van het getuigschrift van goed zedelijk gedrag door de burgemeester of door de bij naam aangewezen en vastbenoemde ambtenaren die gelast zijn met het beheer van het strafregister, een gemotiveerd advies door de korpschef of de door hem gedelegeerde officieren van de lokale politie dient verstrekt te worden.

Dit gemotiveerd advies van de korpschef is voortaan enkel verplicht wanneer het getuigschrift van goed gedrag en zeden gevraagd wordt voor de uitoefening van een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderbeveiliging, animatie of begeleiding van minderjarigen valt.

Ingeval het getuigschrift gevraagd wordt voor de uitoefening van een andere activiteit, kan de korpschef een gemotiveerd advies geven; dergelijk gemotiveerd advies is in dat geval niet verplicht. In dit geval beoordeelt de lokale overheid zelf over de noodzaak om een gemotiveerd advies te verstrekken.

Het gemotiveerd advies wordt niet vermeld en er wordt evenmin naar gerefereerd in het getuigschrift.

De kolom « Opmerkingen », vermeld op de getuigschriften van goed zedelijk gedrag, biedt de overheid bevoegd om het getuigschrift af te geven de mogelijkheid om haar genuanceerde beoordeling te geven betreffende het gedrag en de zeden van de betrokkene.

In dit verband kan de lokale overheid rekening houden met alle mogelijke feitelijke gegevens die haar in staat stellen om een correcte beoordeling te geven over het algemeen gedrag en de zeden van de betrokkene.

3° In afwachting van de uitvoering van de artikelen 9 en 10 van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafrechtregister en in afwachting van de geïnformatiseerde verbinding tussen de gemeenten en het centraal strafregister, zullen de gemeentebesturen manueel nagaan of de betrokkene, die een getuigschrift vraagt, veroordelingen heeft opgelopen die op het getuigschrift dienen vermeld te worden.

Bij twijfel over welke veroordeling(en) al of niet op een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voor een bepaalde persoon dient (dienen) te worden vermeld of weggelaten, wint de gemeentelijke ambtenaar het advies in van de korpschef van de lokale politie of de door hem gedelegeerde officieren van politie. De uiteindelijke beslissing hieromtrent moet, zo nodig, genomen worden door de procureur des Konings of zijn substituten van het parket bij de Rechtbank van eerste aanleg.

4° De omzetting van geldboetes van frank in euro gebeurt overeenkomstig de wet van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet (*Belgisch Staatsblad* van 29 juli 2000; zie ook www.just.fgov.be, rubriek euro).

Les condamnations à une amende doivent être mentionnées en francs belges ou en euro selon la devise dans laquelle elles ont été prononcées.

Le montant de l'amende à prendre en compte pour une non-mention ou un effacement est le montant initial.

Exemple : une amende de 25 € correspond à une amende de 25 F.

Dans le premier cas, cette amende est égale à : $25 \text{ €} \times 5$ (coefficient multiplicateur pour les décimes additionnels actuels) = 125 €.

Dans le deuxième cas, cette amende est égale à : $25 \text{ F} \times 200$ (coefficient multiplicateur pour les décimes additionnels antérieurs, avant le 1^{er} janvier 2002) = 5.000 F.

$125 \text{ €} = \pm 5.000 \text{ F}$

Lors de l'entrée en vigueur des articles 9 et 10 de la loi du 8 août 1997, une nouvelle circulaire sera établie afin d'apporter les précisions nécessaires.

*
* *

VERSION COORDONNEE

I. Autorité qualifiée pour délivrer le certificat

La délivrance du certificat de bonnes conduite, vie et mœurs appartient au bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente; si l'intéressé réside en dehors de la Belgique, elle entre dans les attributions du bourgmestre de la commune où il était inscrit en dernier lieu avant son départ.

Le bourgmestre est habilité à déléguer cette compétence à des fonctionnaires statutaires nommément désignés qui sont chargés de la gestion du casier judiciaire dans la commune.

Avant la délivrance d'un certificat demandé pour accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs, le chef de corps de la police locale ou les officiers de police par lui désignés donnent un avis motivé.

Lorsque le certificat est demandé pour accéder à une autre activité, le chef de corps de la police locale ou les officiers de police par lui désignés peuvent donner un avis motivé.

Cet avis motivé n'est pas mentionné et il n'y est davantage pas fait référence dans le certificat.

II. Qui peut demander le certificat ?

Tout habitant de la commune, qu'il soit Belge ou étranger, peut demander un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs. Il va de soi qu'il ne peut être donné suite à de pareilles demandes que pour autant qu'elles concernent l'intéressé lui-même.

Le certificat peut également être demandé, pour une personne décédée, par un ayant droit qui justifierait d'un intérêt réel.

Les autorités publiques, par contre, ne peuvent, en principe, demander directement aux autorités locales des certificats de bonnes conduite, vie et mœurs. Il sera cependant dérogé à cette règle dans les cas suivants :

- 1° lorsqu'une disposition légale ou réglementaire le permet;
- 2° lorsque les personnes intéressées auront expressément autorisé l'autorité publique;
- 3° lorsqu'il s'agit de l'examen de propositions en vue de l'octroi de distinctions honorifiques ou de décorations.

III. A qui le certificat peut-il être délivré ?

Le certificat ne peut être délivré qu'à la personne qu'il concerne et, sauf dans les cas exceptionnels prévus ci-dessus en ce qui concerne les autorités publiques, jamais directement à l'administration publique, à l'organisme privé ou au particulier qui en exigent la production.

Il y a cependant lieu d'observer que rien ne s'oppose à la délivrance à des tierces personnes de certificats se rapportant à des personnes qui, pour cause de maladie, d'infirmité ou d'absence, se trouvent dans l'impossibilité de demander ou de recevoir elles-mêmes un certificat, pour autant cependant que ces tiers soient dûment autorisés par les intéressés.

IV. Des diverses espèces de certificats de bonnes conduite, vie et mœurs

Il y a deux espèces de certificats de bonnes conduite, vie et mœurs selon l'usage pour lequel ils sont destinés.

De veroordelingen tot een geldboete moeten in Belgische frank of in euro worden vermeld naar gelang van de munteenheid in de welke ze zijn uitgesproken.

Het bedrag van de geldboete dat in rekening moet worden genomen voor de niet-vermelding of uitwissing is het initiële bedrag.

Voorbeeld : een geldboete van 25 € komt overeen met een geldboete van 25 F.

In het eerste geval is deze geldboete gelijk aan : $25 \text{ €} \times 5$ (vermenigvuldigingscoëfficiënt voor de huidige opdecimen) = 125 €.

In het tweede geval is deze geldboete gelijk aan : $25 \text{ F} \times 200$ (vermenigvuldigingscoëfficiënt voor de vorige opdecimen, vóór 1 januari 2002) = 5.000 F.

$125 \text{ €} = \pm 5.000 \text{ F}$

Bij de inwerkingtreding van de artikelen 9 en 10 van de wet van 8 augustus 1997 zal een nieuwe omzendbrief opgemaakt worden teneinde de nodige duidelijkheid te verschaffen.

*
* *

GECOORDINEERDE VERSIE

I. Overheid bevoegd om het getuigschrift af te geven

De afgifte van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag valt onder de bevoegdheid van de burgemeester van de gemeente waarin de betrokkene in het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het wachtregister is ingeschreven, dan wel, indien hij buiten België verblijft, voor zijn vertrek laatst was ingeschreven.

De burgemeester kan deze bevoegdheid delegeren aan bij naam aangewezen en vastbenoemde ambtenaren die gelast zijn met het beheer van het strafregister in de gemeente.

Vóór de afgifte van een getuigschrift dat gevraagd wordt om een activiteit uit te oefenen die onder de opvoeding, de psycho-, medische en sociale begeleiding, de jeugdbijstand, de kindbescherming, de animatie of de omkadering van minderjarigen valt, dient de korpschef van de lokale politie of de door hem gedelegeerde officieren van politie een gemotiveerd advies te verstrekken.

Wanneer het getuigschrift wordt gevraagd om een andere activiteit uit te oefenen, kan de korpschef van de lokale politie of de door hem gedelegeerde officieren van politie een gemotiveerd advies verstrekken.

Dit gemotiveerd advies wordt niet vermeld en er wordt evenmin naar verwezen in het getuigschrift.

II. Wie mag het getuigschrift aanvragen ?

Iedere inwoner van de gemeente, hetzij Belg hetzij vreemdeling, mag een getuigschrift van goed zedelijk gedrag aanvragen. Dergelijke aanvragen mogen vanzelfsprekend slechts ingewilligd worden voor zoverre zij betrekking hebben op de aanvrager zelf.

Het getuigschrift mag eveneens aangevraagd worden voor een overleden persoon door iedere rechthebbende, die van een werkelijk belang kan doen blijken.

De openbare overheden, daarentegen, zijn in principe niet gerechtigd om rechtstreeks aan de gemeenteoverheden getuigschriften van goed zedelijk gedrag aan te vragen. Van deze regel mag nochtans afgeweken worden in de hiernavolgende gevallen :

- 1° wanneer een wettelijke of réglementaire bepaling zulks toelaat;
- 2° wanneer de betrokken personen de openbare overheid daartoe uitdrukkelijk gemachtigd hebben;
- 3° wanneer het gaat om het onderzoek van voorstellen tot het toekennen van erekens of eerbewijzen.

III. Aan wie mag het getuigschrift afgegeven worden ?

Het getuigschrift mag enkel afgegeven worden aan de persoon omtrent wiens gedrag het gaat en, behoudens in de uitzonderlijke gevallen hierboven voorzien voor de openbare overheden, nooit rechtstreeks aan het openbaar bestuur, het privé-organisme of de particulier die het voorleggen ervan eisen.

Hierbij dient wel te worden opgemerkt dat niets zich verzet tegen de afgifte aan derde personen van getuigschriften die betrekking hebben op personen die zich wegens ziekte, gebrekkigheid of afwezigheid in de onmogelijkheid bevinden om zelf een getuigschrift aan te vragen of in ontvangst te nemen, voor zover evenwel deze derde personen daartoe door de betrokkenen gemachtigd zijn.

IV. Soorten van getuigschriften van goed zedelijk gedrag.

Er zijn twee soorten getuigschriften van goed zedelijk gedrag naar gelang van het doel waarvoor ze bestemd zijn.

La première espèce de certificat est le certificat destiné aux administrations publiques, aux particuliers et organismes privés, lorsqu'il est demandé dans tous les cas autres que celui pour lequel la seconde espèce est prévue (modèle 1 en annexe).

La seconde espèce est le certificat destiné aux administrations publiques, aux particuliers et organismes privés qui est délivré lorsqu'il est demandé pour accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs (modèle 2 en annexe).

Le certificat de modèle 2 n'est délivré que si le certificat est explicitement demandé en vue d'exercer une activité qui relève de l'encadrement de mineurs.

Etant donné que les mentions devant être consignées dans le certificat diffèrent selon la finalité dudit document, le demandeur est tenu d'indiquer l'usage qu'il veut en faire. La déclaration du demandeur quant à la finalité du certificat est mentionnée sur ce document.

Ce n'est donc pas la qualité du destinataire du certificat qui est le critère déterminant mais bien sa finalité : il se peut dès lors que la seconde espèce soit destinée à une administration publique.

V. Mentions que doivent porter les certificats

1. Mentions qui doivent figurer dans tous les certificats

a) L'identité complète de la personne intéressée conformément aux indications prévues au modèle, ainsi que sa déclaration relative à l'activité pour laquelle le certificat est demandé.

b) Une déclaration relative à la conduite de l'intéressé, laquelle peut être considérée comme bonne ou mauvaise.

Le cas échéant, l'on peut annoter des faits ou des particularités dans la colonne « Observations » afin de mitiger ou de motiver la mention que quelqu'un est de bonne ou de mauvaise conduite, la déclaration pouvant sinon être par trop absolue.

c) Lorsqu'il s'agit d'étrangers qui n'ont pas toujours résidé en Belgique, il sera utile, étant donné que souvent l'autorité locale ne dispose pas des renseignements requis en la matière, de mentionner dans la colonne « Observations » que le certificat ne vaut qu'à partir du jour où l'intéressé s'est établi dans la commune ou dans le Royaume ou a été autorisé à y séjourner.

d) Le cas échéant, toutes les condamnations, fermes encourues par l'intéressé qui figurent au casier judiciaire.

Les condamnations assorties du sursis doivent être mentionnées, indépendamment de l'expiration ou non du délai de sursis.

Il en est de même des mises à la disposition du gouvernement des récidivistes et des délinquants d'habitude, prises en application du chapitre VII de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels.

Si l'intéressé a bénéficié d'une mesure de grâce, il en sera fait mention en regard de la condamnation en cause.

Ne sont toutefois plus mentionnées, après un délai de trois ans à compter de la date de la décision judiciaire définitive qui les prononce :

- 1° les condamnations à des peines de police;
- 2° les condamnations à des peines d'emprisonnement de six mois au plus;
- 3° les condamnations à des peines d'amendes ne dépassant pas 500 euros;
- 4° les peines d'amendes infligées en vertu des lois coordonnées par arrêté royal du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière quel qu'en soit le montant.

Les condamnations visées aux points 1° à 4° ci-dessus restent toutefois mentionnées après trois ans si elles comportent des déchéances ou des interdictions dont les effets dépassent une durée de trois ans (sauf déchéance du droit de conduire pour incapacité physique du conducteur).

L'on peut ainsi citer à titre d'exemple une disposition du Code électoral qui entraîne une incapacité de plein droit, dont les effets dépassent une durée de trois ans.

De eerste soort is het getuigschrift, dat is bestemd voor openbare besturen, particulieren en privé-organismen, wanneer het gevraagd wordt in alle andere gevallen dan die waarvoor de tweede soort voorzien is (model 1 in bijlage).

De tweede soort is het getuigschrift, bestemd voor openbare besturen, particulieren en privé-organismen, dat afgegeven wordt wanneer het gevraagd wordt om een activiteit uit te oefenen die valt onder de opvoeding, de psycho-, medische en sociale begeleiding, de jeugdbijstand, de kindbescherming, de animatie of de omkadering van minderjarigen (model 2 in bijlage).

Het getuigschrift van het model 2 wordt enkel verstrekt wanneer het getuigschrift uitdrukkelijk gevraagd wordt voor het uitoefenen van een activiteit die onder de begeleiding van minderjarigen valt.

Gezien de meldingen die op het getuigschrift moeten voorkomen verschillen naar gelang van de doelstelling van dat getuigschrift, dient de aanvrager het doel van dat getuigschrift te laten kennen en wordt de verklaring van de aanvrager omtrent het doel vermeld op het getuigschrift.

De hoedanigheid van de persoon voor wie het getuigschrift is bestemd, is dus niet het bepalende criterium : het is dan ook mogelijk dat het tweede soort getuigschrift voor een openbaar bestuur bestemd is.

V. Meldingen die op de getuigschriften moeten voorkomen

1. Meldingen die op alle getuigschriften moeten voorkomen

a) De volledige identiteit van de betrokken persoon overeenkomstig de op het model voorziene aanduidingen, alsmede zijn verklaring van de activiteit waarvoor het getuigschrift wordt aangevraagd.

b) Een verklaring omtrent het gedrag van de betrokkene, dat als goed of als niet goed kan beschouwd worden.

In voorkomend geval, kunnen in de kolom « Opmerkingen » feiten en gedragingen worden vermeld, teneinde de melding dat iemand van goed of slecht gedrag is, te milderen of nader toe te lichten, daar de verklaring anders te absoluut zou kunnen zijn.

c) Wanneer het vreemdelingen betreft die niet steeds in België verbleven hebben, zal het nuttig zijn, gezien de plaatselijke overheid veelal niet over de vereiste inlichtingen terzake beschikt, in de kolom « Opmerkingen » aan te duiden dat het getuigschrift slechts geldt vanaf de dag waarop de betrokkene zich in de gemeente of in het Rijk heeft gevestigd of er mag verblijven.

d) In voorkomend geval, alle effectieve veroordelingen die door de betrokkene opgelopen zijn en die in het strafregister vermeld worden.

De veroordelingen met uitstel worden vermeld, ongeacht of de uitspreektermijn al dan niet verstreken is.

Hetzelfde geldt voor de terbeschikkingstellingen van de regering van de recidivisten en gewoontemisdadigers, die in toepassing van hoofdstuk VII van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten genomen zijn.

Indien de betrokkene van een genademaatregel genoten heeft, dient hiervan melding gemaakt te worden tegenover de betrokken veroordeling.

Worden echter niet meer vermeld na een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de datum van de definitieve rechterlijke beslissing die ze uitspreekt :

- 1° de veroordelingen tot politiestrafpen;
- 2° de veroordelingen tot gevangenisstraffen van ten hoogste zes maanden;
- 3° de veroordelingen tot geldboetes die niet hoger oplopen dan 500 euro;
- 4° de geldboetes, die zijn opgelegd krachtens de wetten gecoördineerd bij koninklijk besluit van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, ongeacht het bedrag ervan.

De veroordelingen hierboven vermeld onder punten 1° tot 4° blijven echter na drie jaar wel vermeld indien ze vervallenverklaringen of onbekwaamheden inhouden waarvan de uitwerking een termijn van drie jaar overschrijdt (behalve de vervallenverklaring van het recht tot sturen wegens lichamelijke onbekwaamheid van de bestuurder).

Zo kan bijvoorbeeld worden gewezen op een wettelijke bepaling in het Algemeen Kieswetboek die een automatische onbekwaamheid met zich brengt, waarvan de gevolgen zich over meer dan drie jaar uitstrekken.

L'article 7, 2°, du Code électoral dispose :

« Sont frappés de la suspension des droits électoraux et ne peuvent être admis au vote pendant la durée de l'incapacité :

(...)

2° Ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de quatre mois, à l'exception de ceux qui ont été condamnés sur la base des articles 419 et 420 du Code pénal.

La durée de l'incapacité est de six ans si la peine est de plus de quatre mois à moins de trois de ans, et de douze ans si la peine est de trois ans au moins. »

Pour l'application concrète des règles d'effacement, de mention ou non des condamnations sur le certificat, il est renvoyé à l'annexe détaillée à la présente circulaire.

Le certificat de modèle 1 doit mentionner expressément qu'il existe un autre document (modèle 2) lorsque le certificat est demandé en vue d'accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs.

2. Mentions spéciales devant figurer dans les certificats demandés en vue d'accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs (modèle 2).

Lorsque le certificat est demandé en vue d'accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs, le certificat mentionne toutes les condamnations et décisions d'internement pour des faits prévus aux articles 354 à 360, 368, 369, 372 à 386ter, 398 à 410, 422bis et 422ter du Code pénal lorsqu'ils sont commis à l'égard d'un mineur.

Ces condamnations et décisions d'internement sont dans ce cas toujours reprises sur ce certificat, indépendamment de la date de leur prononcé et, pour les condamnations, de la peine prononcée.

Ce certificat doit mentionner expressément l'activité pour laquelle il est demandé.

VI. Mentions ne pouvant figurer aux certificats

a) Sauf dans l'hypothèse prévue sous V, 2 ci-dessus où des internements doivent être mentionnés sur le certificat, les mesures prises à l'égard des anormaux par les juridictions d'instruction ou de jugement, en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels.

b) Les condamnations ayant fait l'objet d'une mesure d'amnistie.

c) Les condamnations effacées sur base de l'article 619 du Code d'instruction criminelle.

d) Les condamnations ayant fait l'objet d'une réhabilitation.

e) Les transactions ayant donné lieu à l'extinction de l'action publique.

f) Les déchéances de l'autorité parentale et les mesures prononcées à l'égard des mineurs, en application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

g) Les décisions de suspension du prononcé de la condamnation prises par application de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

En principe, ces décisions ne sont pas communiquées aux administrations communales par le parquet près la Cour d'appel ou près le tribunal de première instance.

h) Les condamnations prononcées par des juridictions étrangères.

En principe, lesdites condamnations ne sont pas portées à la connaissance des administrations communales.

i) Les condamnations n'ayant pas acquis force de chose jugée.

j) Les condamnations et les décisions prononcées sur base d'une disposition ayant fait l'objet d'une abrogation, à la condition que l'incrimination pénale du fait soit supprimée.

k) Les condamnations par simple déclaration de culpabilité prononcées en application de l'article 21ter du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle.

l) Les condamnations à une peine de travail.

m) Les décisions d'acquiescement.

Artikel 7, 2°, van het Algemeen kieswetboek stelt immers :

« In de uitoefening van het kiesrecht worden geschorst en tot de stemming mogen niet worden toegelaten zolang die onbekwaamheid duurt :

(...)

2° Zij die tot een gevangenisstraf van meer dan vier maanden zijn veroordeeld, met uitsluiting van degenen die veroordeeld zijn op grond van de artikelen 419 en 420 van het Strafwetboek.

De onbekwaamheid duurt zes jaar wanneer de straf meer dan vier maanden tot minder dan drie jaar bedraagt en twaalf jaar wanneer de straf ten minste drie jaar bedraagt. »

Voor de concrete toepassing van de regels van uitwisseling en al of niet vermelding van veroordelingen op het getuigschrift wordt verwezen naar de gedetailleerde bijlage bij de huidige omzendbrief.

Het getuigschrift van het model 1 dient uitdrukkelijk te vermelden dat er een ander document (model 2) bestaat, wanneer het getuigschrift gevraagd wordt om toegang te krijgen tot een activiteit die valt onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen.

2. Bijzondere vermeldingen die moeten voorkomen op de getuigschriften gevraagd om toegang te krijgen tot een activiteit die valt onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen (model 2).

Wanneer het getuigschrift aangevraagd wordt om toegang te krijgen tot een activiteit die valt onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen, vermeldt het getuigschrift alle veroordelingen en interneringsbeslissingen voor feiten voorzien in artikelen 354 tot 360, 368, 369, 372 tot 386ter, 398 tot 410, 422bis en 422ter van het Strafwetboek wanneer deze feiten ten opzichte van een minderjarige gepleegd worden.

Deze veroordelingen en interneringsbeslissingen worden in dergelijk geval steeds op het getuigschrift vermeld, ongeacht de datum waarop ze werden uitgesproken en, wat de veroordelingen aangaat, ongeacht de uitgesproken straf.

Dit getuigschrift dient uitdrukkelijk de activiteit te vermelden waarvoor het aangevraagd wordt.

VI. Meldingen die niet op de getuigschriften mogen voorkomen

a) Behalve in het geval voorzien onder V, 2 hierboven waarin interneringen op het getuigschrift moeten vermeld worden, de maatregelen, die ten aanzien van abnormalen door de onderzoeks- of rechtsprekende colleges, bij toepassing van de wet van 1 juli 1964 van bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdagigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten, werden genomen.

b) De veroordelingen die aanleiding hebben gegeven tot amnestie.

c) De veroordelingen die uitgewist zijn op grond van artikel 619 van het Wetboek van Strafvordering.

d) De veroordelingen die aanleiding hebben gegeven tot eerherstel.

e) De minnelijke schikkingen die aanleiding hebben gegeven tot het verval van de publieke vordering.

f) De vervallenverklaringen uit de ouderlijke macht en de maatregelen die ten aanzien van minderjarigen uitgesproken werden in toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

g) De beslissingen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling getroffen bij toepassing van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie.

In principe worden deze beslissingen niet ter kennis van de gemeentebesturen gebracht door het parket bij het Hof van beroep of bij de Rechtbank van eerste aanleg.

h) De veroordelingen uitgesproken door vreemde rechtbanken.

In principe worden die veroordelingen niet ter kennis van de gemeentebesturen gebracht.

i) De niet in kracht van gewijsde getreden veroordelingen.

j) De veroordelingen en de beslissingen uitgesproken op grond van een opgeheven bepaling, op voorwaarde dat de strafbaarheid van het feit afgeschaft is.

k) De veroordelingen bij eenvoudige schuldverklaring uitgesproken in toepassing van artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

l) De veroordelingen tot een werkstraf.

m) De beslissingen tot vrijspraak.

VII. Extraits du casier judiciaire

Les certificats de bonnes conduite, vie et mœurs ne peuvent être confondus avec les extraits du casier judiciaire.

Ces extraits ne sont que de simples copies dudit registre et ne comportent aucune déclaration au sujet de la conduite. Ils ne peuvent être délivrés qu'à l'autorité supérieure lorsque celle-ci en a besoin en vue d'assurer l'application d'une disposition légale ou réglementaire.

VIII. Modèles de certificat

Les deux modèles de certificat de bonnes conduite, vie et mœurs sont annexés à la présente circulaire.

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN
Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

VII. Uittreksels uit het strafregister

De getuigschriften van goed zedelijk gedrag mogen niet verward worden met de uittreksels uit het strafregister.

Deze uittreksels zijn loutere afschriften uit dit register en bevatten geen verklaring omtrent het gedrag. Zij mogen alleen aan de hogere overheid worden afgegeven wanneer deze overheid ze nodig heeft om de toepassing van een wetsbepaling of reglementaire beschikking te verzekeren.

VIII. Modellen van getuigschriften

De twee modellen van getuigschriften van goed zedelijk gedrag worden in bijlage aan onderhavige omzendbrief gehecht.

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

**Règles d'effacement et de non-mention à appliquer
dans le cadre des certificats de bonnes conduite, vie et mœurs — modèle 1**

Règle 1 : jugements prononcés moins de trois ans avant date cbvm : on n'efface pas.

Règle 2 : jugements prononcés il y a plus de trois ans : on efface (ou plutôt, on ne mentionne pas), (sauf si déchéance ou interdiction de plus de 3 ans prononcée dans le jugement (sauf déchéance droit de conduire pour incapacité physique qui, elle, ne fait pas obstacle à l'effacement)) :

- tout emprisonnement jusqu'à (et y compris) 4 mois
- sauf condamnations pour infractions reprises dans la liste A, dont les conditions d'effacement y sont détaillées;
- toute amende jusqu'à (et y compris) 500 F (ou €)
- sauf condamnations pour infractions reprises dans la liste A, dont les conditions d'effacement y sont détaillées;
- toute amende sur base lois coordonnées par AR.16.03.1968 (circulation routière).

Règle 3 : de plus, on efface, si le jugement a été prononcé avant le 02 janvier 1992, (sauf si déchéance ou interdiction de plus de 3 ans prononcée dans le jugement (sauf déchéance droit de conduire pour incapacité physique qui, elle, ne fait pas obstacle à l'effacement)) :

- tout emprisonnement jusqu'à (et y compris) 6 mois pour délit involontaire;
- tout emprisonnement jusqu'à (et y compris) 6 mois avec sursis (complet) pour délit volontaire (sans préjudice de ce qui est prévu dans la liste A);
- tout emprisonnement jusqu'à (et y compris) 6 mois avec sursis partiel, pour délit volontaire, où la partie ferme est inférieure à 3 mois (sans préjudice de ce qui est prévu dans la liste A).

Liste A

remarque : — lorsque l'effacement d'une amende avec sursis est permis, il faut que le sursis soit complet (c'est à dire qu'il porte sur toute l'amende);

si une partie de l'amende est ferme, on n'efface pas la condamnation.

| | |
|---|---|
| Abus de confiance 491 CP | condamnation prononcée avant 02.10.89 : on n'efface que les amendes ≤ 500F avec sursis; condamnation prononcée depuis le 02.10.1989; on n'efface aucune condamnation correctionnelle |
| accises et douanes | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) |
| agence de paris autres que sur courses de chevaux | pas d'effacement |
| armes (loi 3.01.33) | — depuis le 02.10.1989 : on n'efface aucune condamnation correctionnelle; — si peine prononcée avant le 02.10.1989 : - égale ou supérieure à 3 mois fermes (y compris les peines de 3 à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est d'au moins 3 mois) : on n'efface pas; - inférieure à 3 mois fermes (y compris les peines jusqu'à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est de moins de 3 mois) : on n'efface pas si, à la date où cette condamnation correctionnelle a pu être prise en compte pour la première fois au niveau de l'effacement (cette date est le 15.02.1991 pour les condamnations prononcées avant le 15.02.1988), au plus tôt le 15.02.1991 et jusqu'au 01.10.1992, cette condamnation ferme (ou la partie ferme en cas de sursis partiel) faisait partie d'un bloc de condamnations de 12 mois fermes pour délits volontaires prononcées avant cette date; - égale ou inférieure à 6 mois avec sursis total : on efface |
| attentat à la pudeur 372,... CP | pas d'effacement |
| Banques (contrôle des -) AR.09.07.1935 n°185 | pas d'effacement |
| banques, caisses d'épargne privées et autres intermédiaires financiers loi 30.06.1975 | pas d'effacement |
| banqueroute (simple ou frauduleuse) 489 CP | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) avec sursis |

| | |
|---|---|
| Caisses d'épargne privées lois coord. 23.06.1967 | pas d'effacement |
| chèques sans provision 509 bis CP loi 01.03.1961 | avant le 02.10.89 : on n'efface que les amendes ≤ 500F; depuis le 02.10.1989; on n'efface aucune peine correctionnelle |
| colportage des valeurs mobilières et démarchages sur valeurs mobilières et sur marchandises et denrées AR. n° 71 30.11.1939 | pas d'effacement |
| commerce (code de -) livre I, titre V, art.110 à 112 abrogés par loi 04.12.1990 art.124, 1° | pas d'effacement |
| comptabilité et comptes annuels des entreprises loi 17.07.1975 | on efface les amendes ≤ 500 F (ou €); on efface les emprisonnements < 3 mois |
| concussion 243 CP | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) avec sursis |
| concurrence économique (protection de la -) loi 05.08.1991 | depuis le 01.04.1993 : on n'efface aucune condamnation |
| corruption de la jeunesse 379... CP | pas d'effacement |
| corruption de fonctionnaires 246 CP | avant le 02.10.89 : on n'efface que les amendes ≤ 500F avec sursis; depuis le 02.10.1989; on n'efface aucune peine correctionnelle |
| contrefaçon ou falsification des effets publics, des actions, des obligations, des coupons d'intérêts et des billets de banque 173,... CP | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) |
| contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, marques,... (179,... CP + loi 01.04.1879 art.8 A) | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) |
| coups et blessures volontaires (145, 146, 278 à 282, 398 à 410 CP) | — depuis le 02.10.1989 : on n'efface aucune condamnation correctionnelle; — si peine prononcée avant le 02.10.1989 : - égale ou supérieure à 3 mois fermes (y compris les peines de 3 à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est d'au moins 3 mois) : on n'efface pas; - inférieure à 3 mois fermes (y compris les peines jusqu'à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est de moins de 3 mois) : on n'efface pas si, à la date où cette condamnation correctionnelle a pu être prise en compte pour la première fois au niveau de l'effacement (cette date est le 15.02.1991 pour les condamnations prononcées avant le 15.02.1988), au plus tôt le 15.02.1991 et jusqu'au 01.10.1992, cette condamnation ferme (ou la partie ferme en cas de sursis partiel) faisait partie d'un bloc de condamnations de 12 mois fermes pour délits volontaires prononcées avant cette date; - égale ou inférieure à 6 mois avec sursis total : on efface |
| Débauche de mineurs 379,... CP | pas d'effacement |
| débit de boissons spiritueuses | on n'efface pas si au moins 3 condamnations (voir si fermes ou non) |
| délit d'initié 509 quater CP abrogé par loi 04.12.1990, art. 193; actuellement art. 182 à 184 loi 04.12.1990 | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) |
| détournement 240 CP | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) |
| détournement d'objets saisis 507 CP | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) avec sursis |
| détournement par un militaire 54,2 CP militaire | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) avec sursis |
| Effets de commerce et autres titres négociables comme les lettres de change (circulation fictive d'-) 509 CP | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) |
| enlèvement de mineurs 368,...CP | pas d'effacement |
| entreprises d'assurance loi 09.07.1975 | pas d'effacement |
| épargne (appel public à l'-) loi 10.06.1964 | pas d'effacement |
| escroquerie 496 CP | avant le 02.10.89 : on n'efface que les amendes ≤ 500F avec sursis; depuis le 02.10.1989; on n'efface aucune peine correctionnelle |
| extorsion 470 CP | avant le 02.10.89 : on n'efface que les amendes ≤ 500F avec sursis; depuis le 02.10.1989; on n'efface aucune peine correctionnelle |
| Fabrication clandestine d'alcool ou fait assimilé | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) |
| fabrication d'effets publics, de sceaux,... | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) |
| fausse monnaie 160,... CP | avant le 02.10.89 : on n'efface que les amendes ≤ 500F; depuis le 02.10.1989; on n'efface aucune peine correctionnelle. |
| faux en écritures et usage 193,... CP | avant le 02.10.89 : on n'efface que les amendes ≤ 500F; depuis le 02.10.1989; on n'efface aucune peine correctionnelle. |
| faux en écritures publiques, de commerce ou privées (ou usage) dans le but de commettre une infraction au code des impôts sur les revenus, ou aux arrêtés pris pour son exécution | avant le 02.10.89 : on n'efface que condamnations avec sursis; depuis le 02.10.1989; on n'efface aucune peine correctionnelle |

| | |
|---|---|
| faux en écritures publiques, de commerce ou privées (ou usage) en vue de contrevenir aux dispositions du code de la T.V.A. ou aux arrêtés pris pour son exécution | avant le 02.10.89 : on n'efface que condamnations avec sursis; depuis le 02.10.1989; on n'efface aucune peine correctionnelle |
| faux nom 231 CP | — depuis le 02.10.1989 : on n'efface aucune condamnation correctionnelle; — si peine prononcée avant le 02.10.1989 : - égale ou supérieure à 3 mois fermes (y compris les peines de 3 à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est d'au moins 3 mois) : on n'efface pas; - inférieure à 3 mois fermes (y compris les peines jusqu'à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est de moins de 3 mois) : on n'efface pas si, à la date où cette condamnation correctionnelle a pu être prise en compte pour la première fois au niveau de l'effacement (cette date est le 15.02.1991 pour les condamnations prononcées avant le 15.02.1988), au plus tôt le 15.02.1991 et jusqu'au 01.10.1992, cette condamnation ferme (ou la partie ferme en cas de sursis partiel) faisait partie d'un bloc de condamnations de 12 mois fermes pour délits volontaires prononcées avant cette date; - égale ou inférieure à 6 mois avec sursis total : on efface |
| faux serment 226 CP | — depuis le 02.10.1989 : on n'efface aucune condamnation correctionnelle; — si peine prononcée avant le 02.10.1989 : - égale ou supérieure à 3 mois fermes (y compris les peines de 3 à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est d'au moins 3 mois) : on n'efface pas; - inférieure à 3 mois fermes (y compris les peines jusqu'à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est de moins de 3 mois) : on n'efface pas si, à la date où cette condamnation correctionnelle a pu être prise en compte pour la première fois au niveau de l'effacement (cette date est le 15.02.1991 pour les condamnations prononcées avant le 15.02.1988), au plus tôt le 15.02.1991 et jusqu'au 01.10.1992, cette condamnation ferme (ou la partie ferme en cas de sursis partiel) faisait partie d'un bloc de condamnations de 12 mois fermes pour délits volontaires prononcées avant cette date; - égale ou inférieure à 6 mois avec sursis total : on efface |
| fiscale (infraction -) (sauf fraude en matière d'impôts directs et indirects ou de taxes y assimilées; !! voir faux en matière fiscale) | on efface les amendes ≤ 500 F (ou €) on efface les emprisonnements < 3 mois |
| fonds communs de placement loi 27.03.1957 art.9 abrogé par loi 04.12.1990 art. 156 | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) |
| fonctionnaires communaux | on n'efface aucune condamnation, même avec sursis, en matière de détournement, concussion, prise d'intérêt ou de corruption |
| fraude en matière d'impôts directs ou indirects ou de taxes y assimilées; !! voir faux en écritures en matière fiscale !! | on n'efface que les condamnations avec sursis |
| Importation frauduleuse, détention ou transport irréguliers d'alcool | on n'efface que les amendes ≤ 500 F (ou €) |
| interdiction pour un condamné ou un failli d'exercer une fonction, profession ou activité AR.24.10.1934 | pas d'effacement |
| Maison de jeux (tenue d'une -) 305 CP / loi 24.10.1902 sur les jeux et tenue d'une agence de paris autre que sur courses de chevaux | pas d'effacement |
| maison de prostitution (tenue d'une -) ou établissement de prostitution clandestine 380 bis CP | pas d'effacement |
| marchés financiers loi 04.12.1990 art. 75, 76, 78, 150, 175, 176, 213, 214 | pas d'effacement |
| Organisation de l'économie loi 20.09.1948 | on efface les amendes ≤ 500 F (ou €) on efface les emprisonnements < 3 mois |
| outrage public aux bonnes moeurs 383,... CP | pas d'effacement |
| Paris sur des courses de chevaux (acceptation illicite de -) | pas d'effacement |
| prêts hypothécaires (+ entreprises) AR n° 225 07.01.1936 | pas d'effacement |
| prise d'intérêt par fonctionnaire public 245 CP | pas d'effacement |
| prostitution 379 CP | pas d'effacement |
| Recel 505 CP | pas d'effacement |
| Sociétés commerciales lois coordonnées 30.11.1935, 200 à 209 | pas d'effacement |
| sociétés de capitalisation AR n°43 15.12.1934, art.18 à 23 | pas d'effacement |

| | |
|--|---|
| sociétés à portefeuille AR n°64 10.11.1967, art.11 | pas d'effacement |
| souteneur 380 bis, 3° CP | pas d'effacement si avec mise à la disposition du gouvernement |
| stupéfiants loi 24.02.1921 | — depuis le 02.10.1989 : on n'efface aucune condamnation correctionnelle; — si peine prononcée avant le 02.10.1989 : - égale ou supérieure à 3 mois fermes (y compris les peines de 3 à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est d'au moins 3 mois) : on n'efface pas; - inférieure à 3 mois fermes (y compris les peines jusqu'à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est de moins de 3 mois) : on n'efface pas si, à la date où cette condamnation correctionnelle a pu être prise en compte pour la première fois au niveau de l'effacement (cette date est le 15.02.1991 pour les condamnations prononcées avant le 15.02.1988), au plus tôt le 15.02.1991 et jusqu'au 01.10.1992, cette condamnation ferme (ou la partie ferme en cas de sursis partiel) faisait partie d'un bloc de condamnations de 12 mois fermes pour délits volontaires prononcées avant cette date; - égale ou inférieure à 6 mois avec sursis total : on efface |
| Transactions financières loi 04.12.1990 | pas d'effacement |
| Usure | pas d'effacement |
| Valeurs à lot AR. n°41 15.12.1934 | pas d'effacement |
| ventes à tempérament et financement loi 09.07.1957 art.29 | pas d'effacement |
| viol 375,... CP | pas d'effacement |
| violation de domicile 439,... CP | — depuis le 02.10.1989 : on n'efface aucune condamnation correctionnelle; — si peine prononcée avant le 02.10.1989 : - égale ou supérieure à 3 mois fermes (y compris les peines de 3 à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est d'au moins 3 mois) : on n'efface pas; - inférieure à 3 mois fermes (y compris les peines jusqu'à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est de moins de 3 mois) : on n'efface pas si, à la date où cette condamnation correctionnelle a pu être prise en compte pour la première fois au niveau de l'effacement (cette date est le 15.02.1991 pour les condamnations prononcées avant le 15.02.1988), au plus tôt le 15.02.1991 et jusqu'au 01.10.1992, cette condamnation ferme (ou la partie ferme en cas de sursis partiel) faisait partie d'un bloc de condamnations de 12 mois fermes pour délits volontaires prononcées avant cette date; - égale ou inférieure à 6 mois avec sursis total : on efface |
| violation du secret de la correspondance 460 CP | — depuis le 02.10.1989 : on n'efface aucune condamnation correctionnelle; — si peine prononcée avant le 02.10.1989 : - égale ou supérieure à 3 mois fermes (y compris les peines de 3 à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est d'au moins 3 mois) : on n'efface pas; - inférieure à 3 mois fermes (y compris les peines jusqu'à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est de moins de 3 mois) : on n'efface pas si, à la date où cette condamnation correctionnelle a pu être prise en compte pour la première fois au niveau de l'effacement (cette date est le 15.02.1991 pour les condamnations prononcées avant le 15.02.1988), au plus tôt le 15.02.1991 et jusqu'au 01.10.1992, cette condamnation ferme (ou la partie ferme en cas de sursis partiel) faisait partie d'un bloc de condamnations de 12 mois fermes pour délits volontaires prononcées avant cette date; - égale ou inférieure à 6 mois avec sursis total : on efface |

| | |
|---|---|
| violation du secret des conversations téléphoniques loi 13.10.1930, loi 21.03.1991 | — depuis le 02.10.1989 : on n'efface aucune condamnation correctionnelle; — si peine prononcée avant le 02.10.1989 : - égale ou supérieure à 3 mois fermes (y compris les peines de 3 à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est d'au moins 3 mois) : on n'efface pas; - inférieure à 3 mois fermes (y compris les peines jusqu'à 6 mois avec sursis partiel où la partie ferme est de moins de 3 mois) : on n'efface pas si, à la date où cette condamnation correctionnelle a pu être prise en compte pour la première fois au niveau de l'effacement (cette date est le 15.02.1991 pour les condamnations prononcées avant le 15.02.1988), au plus tôt le 15.02.1991 et jusqu'au 01.10.1992, cette condamnation ferme (ou la partie ferme en cas de sursis partiel) faisait partie d'un bloc de condamnations de 12 mois fermes pour délits volontaires prononcées avant cette date; - égale ou inférieure à 6 mois avec sursis total : on efface |
| vol 461,... CP, 54 CPM | avant le 02.10.89 : on n'efface que les amendes ≤ 500F avec sursis; depuis le 02.10.1989; on n'efface aucune peine correctionnelle |

Bewijs van goed gedrag en zeden : regels van uitwissing en nietvermelding — model 1

Regel 1 : vonnissen uitgesproken minder dan 3 jaar vóór datum goed gedrag en zeden : worden niet gewist.

Regel 2 : uitgesproken vonnissen meer dan 3 jaar : worden uitgewist (of worden niet vermeld), voor zover de veroordeling niet voorziet in een verval of ontzetting van meer dan 3 jaar, bij vonnis uitgesproken (behalve de vervallenverklaringen van het recht tot sturen, uitgesproken wegens lichamelijke ongeschiktheid, die geen beletsel uitmaken voor de uitwissing) :

— elke gevangenisstraf tot (en met) 4 maanden

- uitgezonderd veroordelingen voor inbreuken opgenomen in de A-lijst, waar de voorwaarden voor uitwissing nauwer omschreven worden;

— elke geldboete tot (en met) 500 F (of €)

- uitgezonderd veroordelingen voor inbreuken opgenomen in de A-lijst, waar de voorwaarden voor uitwissing nauwer omschreven worden;

- elke geldboete op grond van de gecoördineerde wetten door het K.B. 16.03.1968 (wegverkeer).

Regel 3 : bovendien wist men, indien uitgesproken vóór 02.01.1992, en voor zover de veroordeling niet voorziet in een verval of ontzetting van meer dan 3 jaar, bij vonnis uitgesproken (behalve de vervallenverklaringen van het recht tot sturen, uitgesproken wegens lichamelijke ongeschiktheid, die geen beletsel uitmaken voor de uitwissing) :

— elke gevangenisstraf tot (en met) 6 maanden voor een **onopzettelijk** misdrijf;

— elke gevangenisstraf tot (en met) 6 maanden met uitstel (volledig) voor een **opzettelijk** misdrijf (zonder afbreuk te doen aan wat voorzien wordt in de A-lijst);

— elke gevangenisstraf tot (en met) 6 maanden met gedeeltelijk uitstel, voor een **opzettelijk** misdrijf, waarvan het effectieve gedeelte minder bedraagt dan 3 maanden (zonder afbreuk te doen aan wat voorzien wordt in de A-lijst);

Lijst A

Opmerking : indien de uitwissing van een geldboete met uitstel is toegestaan, moet het uitstel volledig zijn (het uitstel moet dus op het volledige bedrag van de geldboete slaan); indien een gedeelte van de geldboete effectief is, dan wist men de veroordeling niet uit.

| | |
|--|---|
| Aanranding van de eerbaarheid 372,... SW | geen uitwissing |
| afpersing 470 SW | voor 02.10.89 : enkel geldboeten ≤ 500F met uitstel wissen; vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wissen |
| alcohol-productie of gelijkgesteld feit (illegale -) | enkel de geldboeten ≤ 500 F wissen |
| Bankbreuk (eenvoudige of bedrieglijke) 489 SW | enkel de geldboeten ≤ 500 F (of €) met uitstel wissen |
| banken (controle op de -) KB.09.07.1935 n°185 | geen uitwissing |
| banken, private spaarkassen en andere financiële tussenpersonen wet 30.06.1975 | geen uitwissing |
| bederf van de jeugd 379... SW | geen uitwissing |
| belangneming 245 SW | geen uitwissing |
| boekhouding en jaarrekeningen van ondernemingen wet 17.07.1975 | geldboeten ≤ 500 F (of €) wissen; gevangenisstraffen < 3 maanden wissen |
| Cheques (ongedekte -) 509 bis SW wet 01.03.1961 | Vóór 02.10.89 : enkel de geldboeten ≤ 500F wissen; vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wissen. |
| Diefstal 461,... SW | Vóór 02.10.89 : enkel geldboeten ≤ 500F met uitstel wissen; vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wissen |
| douane en accijnzen | enkel de geldboeten ≤ 500 F (of €) worden gewist |
| Economische mededinging (bescherming van -) wet 05.08.1991 | vanaf 01.04.1993 : geen enkele veroordeling wissen |
| financiële transacties wet 04.12.1990 | geen uitwissing |

| | |
|--|---|
| Financiële markten wet 04.12.1990 art. 75, 76, 78, 150, 175, 176, 213, 214 | geen uitwissing |
| fiscale inbreuk (uitgezonderd 1/ fraude bij directe en indirecte belastingen en gelijkgestelde belastingen; 2/ valsheden inzake belastingen en BTW) | geldboeten ≤ 500 F (of €) wissen gevangenisstraffen < 3 maanden wissen |
| fraude inzake directe en indirecte belastingen en gelijkgestelde belastingen; !! zie ook valsheden inzake belastingen !! | enkel veroordelingen met uitstel wissen |
| Gemeenschappelijke beleggingsfondsen wet 27.03.1957 art.9 opgeheven door wet 04.12.1990 art. 156 | enkel de geldboeten 500 F wissen |
| gemeente-functionarissen | geen enkele veroordeling, zelfs met uitstel, inzake verduistering, knevelarij, belangenname of corruptie wissen |
| Handelsvennootschappen gecoördineerde wetten 30.11.1935, 200 tot 209 | geen uitwissing |
| heling 505 SW | geen uitwissing |
| huis van ontucht of prostitutie (houden van een -) 380bis SW | geen uitwissing |
| huisvredebreuk 439,... SW | — vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wordt gewist; — straf uitgesproken vóór 02.10.1989 : - geen uitwissing van de straffen groter dan of gelijk aan 3 maanden effectief (de straffen van 3 tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte ten minste 3 maanden bedraagt, inbegrepen); - geen uitwissing van de straffen minder dan 3 maanden effectief (de straffen tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte minder dan 3 maanden is, inbegrepen) als, op de datum waarop met deze veroordeling voor de eerste maal rekening is kunnen gehouden worden op niveau van de uitwissing (deze datum betreft 15.02.1991 voor de veroordelingen uitgesproken vóór 15.02.1988), ten vroegste op 15.02.1991 en tot 01.10.1992, deze effectieve veroordeling (of het effectieve deel in geval van gedeeltelijk uitstel) deel uitmaakte van een geheel van veroordelingen van 12 maanden effectief voor opzettelijke misdrijven, uitgesproken vóór deze datum; - gelijk aan of minder dan 6 maanden met volledig uitstel : uitwissing. |
| hypothecaire leningen (+ ondernemingen) KB nr. 225 07.01.1936 | geen uitwissing |
| Kantoor voor andere weddenschappen dan paardenwedrennen (houden van -) | geen uitwissing |
| kapitalisatieondernemingen KB nr. 43 15.12.1934, art.18 tot 23 | geen uitwissing |
| knevelarij 243 SW | enkel de geldboeten ≤ 500 F (of €) met uitstel wissen |
| koophandel (Wetboek van -) boek I, titel V, art. 110 tot 112 opgeheven door de wet van 04.12.1990 art. 124, 1° | geen uitwissing |
| Leuren met roerende waarden en de leurhandel met roerende waarden en goederen of eetwaren KB. nr. 71 30.11.1939 | geen uitwissing |
| Misbruik van vertrouwen 491 SW | veroordeling uitgesproken vóór 02.10.89 : alleen de geldboeten ≤ 500 F met uitstel worden gewist veroordeling uitgesproken vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wissen |
| Namaken of vervalsing van openbare effecten, aandelen, schuldbrieven, rentebewijzen en bankbiljetten art. 173,... SW | enkel de geldboeten ≤ 500 F (of €) wissen |
| namaken of vervalsing van zegels, stempels, merken,... (179,... SW + wet 01.04.1879 art.8A) | enkel de geldboeten ≤ 500 F (of €) wissen |
| Omkoping van openbare ambtenaren 246 SW | Vóór 02.10.89 : enkel de geldboeten ≤500F met uitstel wissen; vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wissen |
| ontvoering van minderjarigen 368,... SW | geen uitwissing |
| openbare effecten, stempels,... aanmaken | enkel de geldboeten ≤ 500 F wissen |
| openbare zedenschennis 383,... SW | geen uitwissing |
| oplichting 496 SW | Vóór 02.10.89 : enkel geldboeten ≤ 500F met uitstel wissen; vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wissen |
| organisatie van het bedrijfsleven wet 20.09.1948 | geldboeten ≤ 500 F (of €) wissen gevangenisstraffen < 3 maanden wissen |
| Portefeuillemaatschappijen AR nr. 64 10.11.1967, art.11 | geen uitwissing |

| | |
|--|--|
| Premie-effecten KB. nr. 41 15.12.1934 | geen uitwissing |
| prostitutie 379 SW | geen uitwissing |
| Schending van het briefgeheim 460 SW | <p>— vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wordt gewist;</p> <p>— straf uitgesproken vóór 02.10.1989 :</p> <p>- geen uitwissing van de straffen groter dan of gelijk aan 3 maanden effectief (de straffen van 3 tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte ten minste 3 maanden bedraagt, inbegrepen);</p> <p>- geen uitwissing van de straffen minder dan 3 maanden effectief (de straffen tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte minder dan 3 maanden is, inbegrepen) als, op de datum waarop met deze veroordeling voor de eerste maal rekening is kunnen gehouden worden op niveau van de uitwissing (deze datum betreft 15.02.1991 voor de veroordelingen uitgesproken vóór 15.02.1988), ten vroegste op 15.02.1991 en tot 01.10.1992, deze effectieve veroordeling (of het effectieve deel in geval van gedeeltelijk uitstel) deel uitmaakte van een geheel van veroordelingen van 12 maanden effectief voor opzettelijke misdrijven, uitgesproken vóór deze datum;</p> <p>- gelijk aan of minder dan 6 maanden met volledig uitstel : uitwissing.</p> |
| schending van het geheime karakter van telefoongesprekken wet 13.10.1930, wet 21.03.1991 | <p>— vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wordt gewist;</p> <p>— straf uitgesproken vóór 02.10.1989 :</p> <p>- geen uitwissing van de straffen groter dan of gelijk aan 3 maanden effectief (de straffen van 3 tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte ten minste 3 maanden bedraagt, inbegrepen);</p> <p>- geen uitwissing van de straffen minder dan 3 maanden effectief (de straffen tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte minder dan 3 maanden is, inbegrepen) als, op de datum waarop met deze veroordeling voor de eerste maal rekening is kunnen gehouden worden op niveau van de uitwissing (deze datum betreft 15.02.1991 voor de veroordelingen uitgesproken vóór 15.02.1988), ten vroegste op 15.02.1991 en tot 01.10.1992, deze effectieve veroordeling (of het effectieve deel in geval van gedeeltelijk uitstel) deel uitmaakte van een geheel van veroordelingen van 12 maanden effectief voor opzettelijke misdrijven, uitgesproken vóór deze datum;</p> <p>- gelijk aan of minder dan 6 maanden met volledig uitstel : uitwissing.</p> |
| slagen en verwondingen (145, 146, 278 tot 282, 398 tot 410 SW) | <p>— vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wordt gewist;</p> <p>— straf uitgesproken vóór 02.10.1989 :</p> <p>- geen uitwissing van de straffen groter dan of gelijk aan 3 maanden effectief (de straffen van 3 tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte ten minste 3 maanden bedraagt, inbegrepen);</p> <p>- geen uitwissing van de straffen minder dan 3 maanden effectief (de straffen tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte minder dan 3 maanden is, inbegrepen) als, op de datum waarop met deze veroordeling voor de eerste maal rekening is kunnen gehouden worden op niveau van de uitwissing (deze datum betreft 15.02.1991 voor de veroordelingen uitgesproken vóór 15.02.1988), ten vroegste op 15.02.1991 en tot 01.10.1992, deze effectieve veroordeling (of het effectieve deel in geval van gedeeltelijk uitstel) deel uitmaakte van een geheel van veroordelingen van 12 maanden effectief voor opzettelijke misdrijven, uitgesproken vóór deze datum;</p> <p>- gelijk aan of minder dan 6 maanden met volledig uitstel : uitwissing.</p> |
| slijten geestrijke drank | niet wissen indien minstens 3 veroordelingen (nagaan indien al dan niet effectief) |
| sluikimport, onregelmatig bezit of vervoer van alcohol | enkel de geldboeten ≤ 500 F wissen |
| souteneur 380 bis, 3° SW | geen uitwissing indien met ter beschikking stelling van de regering |
| spaarkassen (private -) gecoördineerde wetten van 23.06.1967 | geen uitwissing |
| sparen (publieke oproep tot -) wet 10.06.1964 | geen uitwissing |

| | |
|--|--|
| speelhuis (houden van een -) 305 SW / wet 24.10.1902 op het spel en het houden van een weddenshappskantoor, andere dan de paardenwedrennen | geen uitwissing |
| Valse eed 226 SW | <p>— vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wordt gewist;</p> <p>— straf uitgesproken vóór 02.10.1989 :</p> <p>- geen uitwissing van de straffen groter dan of gelijk aan 3 maanden effectief (de straffen van 3 tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte ten minste 3 maanden bedraagt, inbegrepen);</p> <p>- geen uitwissing van de straffen minder dan 3 maanden effectief (de straffen tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte minder dan 3 maanden is, inbegrepen) als, op de datum waarop met deze veroordeling voor de eerste maal rekening is kunnen gehouden worden op niveau van de uitwissing (deze datum betreft 15.02.1991 voor de veroordelingen uitgesproken vóór 15.02.1988), ten vroegste op 15.02.1991 en tot 01.10.1992, deze effectieve veroordeling (of het effectieve deel in geval van gedeeltelijk uitstel) deel uitmaakte van een geheel van veroordelingen van 12 maanden effectief voor opzettelijke misdrijven, uitgesproken vóór deze datum;</p> <p>- gelijk aan of minder dan 6 maanden met volledig uitstel : uitwissing.</p> |
| valse munt 160,... SW | <p>tot 02.10.89 : enkel geldboeten ≤ 500F wissen;</p> <p>vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wissen</p> |
| valse naam 231 SW | <p>— vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wordt gewist;</p> <p>— straf uitgesproken vóór 02.10.1989 :</p> <p>- geen uitwissing van de straffen groter dan of gelijk aan 3 maanden effectief (de straffen van 3 tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte ten minste 3 maanden bedraagt, inbegrepen);</p> <p>- geen uitwissing van de straffen minder dan 3 maanden effectief (de straffen tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte minder dan 3 maanden is, inbegrepen) als, op de datum waarop met deze veroordeling voor de eerste maal rekening is kunnen gehouden worden op niveau van de uitwissing (deze datum betreft 15.02.1991 voor de veroordelingen uitgesproken vóór 15.02.1988), ten vroegste op 15.02.1991 en tot 01.10.1992, deze effectieve veroordeling (of het effectieve deel in geval van gedeeltelijk uitstel) deel uitmaakte van een geheel van veroordelingen van 12 maanden effectief voor opzettelijke misdrijven, uitgesproken vóór deze datum;</p> <p>- gelijk aan of minder dan 6 maanden met volledig uitstel : uitwissing.</p> |
| valsheid in geschriften en gebruik 193,... SW | <p>Vóór 02.10.89 : enkel geldboeten ≤ 500F wissen;</p> <p>vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wissen</p> |
| valsheid in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften (of gebruikmaking), met het oogmerk om een inbreuk te plegen op het Wetboek van Inkomstenbelastingen of op de ter uitvoering ervan genomen besluiten | <p>Vóór 02.10.89 : enkel veroordelingen met uitstel wissen;</p> <p>vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wissen</p> |
| valsheid in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften, (of gebruikmaking), met het oogmerk om een inbreuk te plegen op het B.T.W.-Wetboek of op de ter uitvoering ervan genomen besluiten | <p>Vóór 02.10.89 : enkel veroordelingen met uitstel wissen;</p> <p>vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wissen</p> |
| verbod voor een veroordeelde of een gefailleerde om een functie, beroep of activiteit uit te oefenen K.B. 24.10.1934 | geen uitwissing |

| | |
|--|---|
| verdovende middelen wet 24.02.1921 | <ul style="list-style-type: none"> — vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wordt gewist; — straf uitgesproken vóór 02.10.1989 : <ul style="list-style-type: none"> - geen uitwissing van de straffen groter dan of gelijk aan 3 maanden effectief (de straffen van 3 tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte ten minste 3 maanden bedraagt, inbegrepen); - geen uitwissing van de straffen minder dan 3 maanden effectief (de straffen tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte minder dan 3 maanden is, inbegrepen) als, op de datum waarop met deze veroordeling voor de eerste maal rekening is kunnen gehouden worden op niveau van de uitwissing (deze datum betreft 15.02.1991 voor de veroordelingen uitgesproken vóór 15.02.1988), ten vroegste op 15.02.1991 en tot 01.10.1992, deze effectieve veroordeling (of het effectieve deel in geval van gedeeltelijk uitstel) deel uitmaakte van een geheel van veroordelingen van 12 maanden effectief voor opzettelijke misdrijven, uitgesproken vóór deze datum; - gelijk aan of minder dan 6 maanden met volledig uitstel : uitwissing. |
| verduistering 240 SW | enkel de geldboeten ≤ 500 F (€) wissen |
| verduistering door een militair 54,2 Militair Strafwetboek | enkel de geldboeten ≤ 500 F (of €) met uitstel wissen |
| verduistering van in beslag genomen goederen 507 SW | enkel de geldboeten ≤ 500 F (of €) met uitstel wissen |
| verkoop op afbetaling en zijn financiering wet 09.07.1957 art. 29 | geen uitwissing |
| verkrachting 375,... SW | geen uitwissing |
| verleiding tot ontucht van minderjarigen 379,... SW | geen uitwissing |
| verzekeringsondernemingen wet 09.07.1975 | geen uitwissing |
| voorkennis (misbruik van -) 509 quater SW opgeheven door de wet 04.12.1990, art. 193; actueel art. 182 tot 184 wet 04.12.1990 | enkel de geldboeten ≤ 500 F wissen |
| Waarden of schuldbevrijdingen (fictieve handel in -) 509 SW | enkel de geldboeten ≤ 500 F (of €) wissen |
| wapens (wet 03.01.33) | <ul style="list-style-type: none"> — vanaf 02.10.1989 : geen enkele correctionele veroordeling wordt gewist; — straf uitgesproken vóór 02.10.1989 : <ul style="list-style-type: none"> - geen uitwissing van de straffen groter dan of gelijk aan 3 maanden effectief (de straffen van 3 tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte ten minste 3 maanden bedraagt, inbegrepen); - geen uitwissing van de straffen minder dan 3 maanden effectief (de straffen tot 6 maanden met gedeeltelijk uitstel waarvan het effectieve gedeelte minder dan 3 maanden is, inbegrepen) als, op de datum waarop met deze veroordeling voor de eerste maal rekening is kunnen gehouden worden op niveau van de uitwissing (deze datum betreft 15.02.1991 voor de veroordelingen uitgesproken vóór 15.02.1988), ten vroegste op 15.02.1991 en tot 01.10.1992, deze effectieve veroordeling (of het effectieve deel in geval van gedeeltelijk uitstel) deel uitmaakte van een geheel van veroordelingen van 12 maanden effectief voor opzettelijke misdrijven, uitgesproken vóór deze datum; - gelijk aan of minder dan 6 maanden met volledig uitstel : uitwissing. |
| weddenschappen op paardenwedrennen (aanvaarden van -) | geen uitwissing |
| woekerrente | geen uitwissing |

MODELE 1

Commune de.....*
 Province de.....*

Certificat de bonnes conduite, vie et mœurs demandé pour accéder à une activité qui ne relève pas de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs

Le bourgmestre ou Madame / Monsieur¹ agissant en vertu d'une délégation du bourgmestre,

certifie que Madame / Monsieur¹

né(e) àle

détenteur (détentrices) de la carte d'identité n°²

exerçant la profession de

de nationalité³

fil(s) (fille) de⁴

habitant la commune de, rue n°

Déclaration quant à la conduite⁵

Déclaration quant à l'activité⁶

OBSERVATIONS

* Dans les 19 communes bruxelloises, il sera mentionné : « Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ».

¹ Nom et prénoms. Cette mention est précédée des mots « Madame » ou « Monsieur ».

² Ou le n° d'un autre document d'identité.

³ Uniquement la mention de la nationalité, sans mention du mode ou de la date d'acquisition de la nationalité.

⁴ Uniquement pour les mineurs d'âge non mariés.

⁵ Sous cette rubrique, il y a lieu d'indiquer clairement « EST DE BONNE CONDUITE » ou « N'EST PAS DE BONNE CONDUITE ». La mention que l'intéressé est ou n'est pas de bonnes conduite, vie et mœurs peut, dans certains cas, être trop absolue. L'autorité communale appréciera s'il n'y a pas lieu de mitiger ou de modifier les termes de la déclaration dans la colonne « Observations ».

⁶ Il y a lieu de mentionner sous cette rubrique la déclaration de l'intéressé quant au type d'activité à exercer.

| Nature du délit | Peine | Tribunal ou Cour | Date du jugement ou de l'arrêt |
|--|-------|------------------|--------------------------------|
| Condamnations criminelles ⁷ | | | |
| Condamnations correctionnelles ⁷ | | | |
| Condamnations de police ⁷ | | | |
| Mesures de mise à la disposition du gouvernement prises à son égard en vertu du chapitre VII de la loi du 1 ^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels | | | |
| Déchéances de droits civils et politiques en cours ⁸ | | | |

Délivré à, le

Le Bourgmestre,
(Signature et nom)

REMARQUE : Il existe un autre document (modèle 2) lorsque le certificat est demandé en vue d'accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs.

⁷ Les règles de mention des condamnations figurent aux points V et VI de la circulaire du 3 avril 2003 (M.B. 15 avril 2003).

⁸ Les déchéances dont l'intéressé a été relevé ou qui ont pris fin ne seront pas mentionnées.

MODEL 1

Gemeente.....*
 Provincie.....

Getuigschrift van goed zedelijk gedrag gevraagd om een activiteit uit te oefenen die niet onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kindbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt

De burgemeester of Mevr. / M¹..... handelend krachtens een opdracht van de burgemeester,

Verklaart dat Mevr. / M.. ¹.....

Geboren te op

Houder(ster) van de identiteitskaart nr ²

Beroep

Nationaliteit ³

Zoon (dochter) van ⁴

Wonende in de gemeente....., straat nr

Verklaring betreffende het gedrag ⁵

Verklaring betreffende de activiteit ⁶

OPMERKINGEN

* In de 19 Brusselse gemeenten wordt er vermeld : "Administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad".

¹ Naam en voornamen; deze vermelding wordt voorafgegaan door Mevr. (Mevrouw) of M. (Mijnheer).

² Of het nummer van een ander identiteitsbewijs.

³ Enkel de vermelding van de nationaliteit, zonder vermelding van de wijze of de datum waarop de nationaliteit werd verworven.

⁴ Enkel voor ongehuwde minderjarigen.

⁵ In deze rubriek wordt duidelijk vermeld : "GOED" of "NIET GOED". De vermelding of belanghebbende al of niet van goed zedelijk gedrag is, kan in bepaalde gevallen te absoluut zijn. De gemeenteverheid moet nagaan of er geen reden bestaat om de tekst van de verklaring in de kolom "Opmerkingen" te milderen of te wijzigen.

⁶ Hier wordt de verklaring van de aanvrager omtrent de soort uit te oefenen activiteit vermeld.

| Aard van het misdrijf | Straf | Rechtbank of Hof | Datum van het vonnis of het arrest |
|---|-------|------------------|--|
| Criminele veroordelingen ⁷ Correctionele veroordelingen ⁷ Politieveroordelingen ⁷ Te zijnen opzichte genomen maatregelen van terbeschikkingstelling van de regering, overeenkomstig hoofdstuk VII van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormale, gewoontemisdagdigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten Van kracht zijnde vervallenverklaringen van burgerlijke en politieke rechten ⁸ | | | |
| Afgegeven te op | | | De Burgemeester, (Handtekening en naam) |

OPMERKING : Er bestaat een ander document (model 2) wanneer het getuigschrift gevraagd wordt teneinde toegang te krijgen tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt.

⁷ De regels van vermelding van de veroordelingen worden bepaald onder punten V en VI van de omzendbrief van 3 april 2003 (B.S. 15 april 2003).

⁸ De vervallenverklaringen waarvan belanghebbende ontheffing heeft bekomen of waarvan de duur verstreken is, worden niet vermeld.

MODELE 2

Commune de

Province de

Certificat de bonnes conduite, vie et mœurs demandé pour accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs

Le bourgmestre ou Madame / Monsieur agissant en vertu d'une délégation du bourgmestre,

certifie que Madame / Monsieur ¹

né(e) àle

détenteur (détentrices) de la carte d'identité n° ²

exerçant la profession de

de nationalité ³

fil(s) de ⁴

habitant la commune, rue n° depuis le

Déclaration quant à la conduite ⁵

Déclaration quant à l'activité ⁶

* Dans les 19 communes bruxelloises, il sera mentionné : « Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ».

¹ Nom et prénoms. Cette mention est précédée des mots « Madame » ou « Monsieur ».

² Ou le n° d'un autre document d'identité.

³ Uniquement la mention de la nationalité, sans mention du mode ou de la date d'acquisition de la nationalité.

⁴ Uniquement pour les mineurs d'âge non mariés.

⁵ Sous cette rubrique, il y a lieu d'indiquer clairement « EST DE BONNE CONDUITE » ou « N'EST PAS DE BONNE CONDUITE ». La mention que l'intéressé est ou n'est pas de bonnes conduite, vie et mœurs peut, dans certains cas, être trop absolue. L'autorité communale appréciera s'il n'y a pas lieu de mitiger ou de modifier les termes de la déclaration dans la colonne d'observations.

⁶ Il y a lieu de mentionner sous cette rubrique la déclaration de l'intéressé quant au type d'activité à exercer.

OBSERVATIONS

| Date du jugement ou de l'arrêt | Tribunal ou Cour | Peine | Nature du délit |
|--------------------------------|------------------|-------|--|
| | | | <p>Condamnations criminelles⁷</p> <p>Condamnations correctionnelles⁷</p> <p>Condamnations de police⁷</p> <p>Mesures de mise à la disposition du gouvernement prises à son égard en vertu du chapitre VII de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels.</p> <p>Déchéances de droits civils et politiques en cours⁸</p> <p>Condamnations et décisions d'internement pour des faits prévus aux articles 354 à 360, 368, 369, 372 à 386ter, 398 à 410, 422bis et 422ter du Code pénal commis à l'égard d'un mineur</p> |

Délivré à, le

Le Bourgmestre,
(Signature et nom)

⁷ Les règles de mention des condamnations figurent aux points V et VI de la circulaire du 3 avril 2003 (M.B. 15 avril 2003).

⁸ Les déchéances dont l'intéressé a été relevé ou qui ont pris fin ne seront pas mentionnées.

MODEL 2

Gemeente.....*
 Provincie.....*

Getuigschrift van goed zedelijk gedrag gevraagd voor de uitoefening van een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt

De burgemeester of Mevr. / M.¹ handelend krachtens een opdracht van de burgemeester,

Verklaart dat Mevr. / M.¹

Geboren te.....op

Houder(ster) van de identiteitskaart nr ²

Beroep

Nationaliteit ³

Zoon (dochter) van ⁴

Wonende in de gemeente....., straat..... nr

Verklaring betreffende het gedrag ⁵

Verklaring betreffende de activiteit ⁶

OPMERKINGEN

* In de 19 Brusselse gemeenten wordt er vermeld : « Administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad ».

¹ Naam en voornamen; deze vermelding wordt voorafgegaan door Mevr. (Mevrouw) of M. (Mijnheer).

² Of het nummer van een ander identiteitsbewijs.

³ Enkel de vermelding van de nationaliteit, zonder vermelding van de wijze of de datum waarop de nationaliteit werd verworven.

⁴ Enkel voor ongehuwde minderjarigen.

⁵ In deze rubriek wordt duidelijk vermeld : "NIET GOED". De vermelding of belanghebbende al of niet van goed zedelijk gedrag is, kan in bepaalde gevallen te absoluut zijn. De gemeenteverheid moet nagaan of er geen reden bestaat om de tekst van de verklaring in de kolom "Opmerkingen" te milderen of te wijzigen.

⁶ Hier wordt de verklaring van de aanvrager omtrent de soort uit te oefenen activiteit vermeld.

| Datum van het vonnis of het arrest | Rechtbank of Hof | Straf | Aard van het misdrijf |
|------------------------------------|------------------|-------|--|
| | | | <p>Criminele veroordelingen⁷</p> <p>Correctionele veroordelingen⁷</p> <p>Politieveroordelingen⁷</p> <p>Te zijnen opzichte genomen maatregelen van terbeschikkingstelling van de regering, overeenkomstig hoofdstuk VII van de wet du 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten.</p> <p>Van kracht zijnde vervallenverklaringen van burgerlijke en politieke rechten⁸</p> <p>Veroordelingen en interneringsbeslissingen voor feiten voorzien in artikelen 354 tot 360, 368, 369, 372 tot 386ter, 398 tot 410, 422bis en 422ter van het Strafwetboek gepleegd ten opzichte van een minderjarige.</p> |

Afgegeven te, op

De Burgemeester,
(Handtekening en naam)

⁷ De regels van vermelding van de veroordelingen worden bepaald onder punten V en VI van de omzendbrief van 3 april 2003 (B.S. 15 april 2003).

⁸ De vervallenverklaringen waarvan belanghebbende ontheffing heeft bekomen of waarvan de duur verstreken is, worden niet vermeld.